

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18021 BOURGES Cedex

BOURGES, le 11/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NEXTER ARROWTECH

BP13

Route de Villeneuve

18570 La Chapelle-Saint-Ursin

Références : VAT20230410
Code AIOT : 0010003876

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2023 dans l'établissement NEXTER ARROWTECH implanté Route de Villeneuve 18570 La Chapelle-Saint-Ursin. L'inspection a été annoncée le 15/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEXTER ARROWTECH
- Route de Villeneuve 18570 La Chapelle-Saint-Ursin
- Code AIOT : 0010003876
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société NEXTER ARROWTECH a pour activité la fabrication de munitions.

Le site de La Chapelle Saint-Ursin a été créé en 1957 sur les communes de La Chapelle Saint-Ursin et de Morthomiers (18).

L'établissement est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des seuils pour les rubriques 4210-1-a et 4220-1. Il est également soumis à Autorisation pour les rubriques 1450-1, 2793-3b, 2940-2a et 3260.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites données à la visite d'inspection du 12 septembre 2022 ;
- le système de gestion de la sécurité (SGS), concernant la conception et gestion des modifications ;
- les conditions de stockage des produits explosifs ainsi que la gestion de l'état des stocks ;
- le suivi de MMR (mesures de maîtrise des risques).

L'inspection a notamment visité le bâtiment 57F.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Gestion de l'état des stocks des produits pyrotechniques : 109F et 110F	AP Complémentaire du 12/05/1995, article 3 – point XII (modifié par article 11 de l'AP du 17/10/2003)	Susceptible de suites (visite d'inspection du 12/09/2022)	Sans objet
8	Gestion de l'état des stocks des produits pyrotechniques : bâtiment 57F	Arrêté Préfectoral du 12/05/1995, article 3 - point XII (modifié par article 11 de l'AP du 17/10/2003)	/	Sans objet
9	Gestion de l'état des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 et 50	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	D2 visite 01/07/2021 : RIA	Arrêté Préfectoral du 12/05/1995, article Point VI de l'article 3	Susceptible de suites (visite d'inspection du 12/09/2022)	Sans objet
3	Sécheresse et restrictions des usages de l'eau	AP Complémentaire du 05/07/2007, article 3	Susceptible de suites (visite d'inspection du 12/09/2022)	Sans objet
4	SGS - Conception et gestion des modifications	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 - point 4	/	Sans objet
5	Dispositions constructives : bâtiment 57F	Arrêté Préfectoral du 12/05/1995, article 3 - points I et XII	/	Sans objet
6	Propreté : bâtiment 57F	Autre du 01/12/2019, article 8.1.1 et 8.1.2 (pages 94 et 95)	/	Sans objet
7	Désherbage-débroussaillage : bâtiment 57F	Arrêté Préfectoral du 12/05/1995, article 3 – point XII (modifié par article 11 de l'AP du 17/10/2003)	/	Sans objet
10	Protection contre la foudre (vérification périodique) : bâtiment 57F	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
11	Installations électriques : bâtiment 57F	Arrêté Préfectoral du 12/05/1995, article 3 - point V	/	Sans objet
12	Moyens incendie (ressources disponibles) : bâtiment 57F	Arrêté Préfectoral du 12/05/1995, article 3 - point VI	/	Sans objet
13	Moyens incendie (vérification périodique) : bâtiment 57F	Arrêté Préfectoral du 12/05/1995, article 3 - point VI	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
14	Vérification de la hauteur des merlons	Autre du 01/12/2019, article 8.3.2.2 (pages 98 et 101)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/1995, article Point VI de l'article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie : RIA (robinets incendie armés)
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2022
Prescription contrôlée : L'établissement disposera d'un réseau d'eau d'incendie [...]. Ce réseau comportera des robinets d'incendie munis de raccord normalisés. [...] Les précautions nécessaires seront prises pour que le matériel d'incendie soit utilisable en période de gel. Il devra être maintenu en bon état et vérifié périodiquement. [...]
Constats : Pas d'écart constaté. (le constat formulé suite aux visites d'inspection des 01/07/2021 et 12/09/2022 est levé)
Observations : <u>Constat du 01/07/2021 :</u> La dernière vérification annuelle des 52 RIA de l'ensemble du site a été réalisée le 22 mars 2021 par la société France Protection Incendie (soit il y a moins d'un an). Le rapport précise que 4 RIA sont hors service. L'exploitant a présenté un devis de la société France Protection Incendie daté du 30/03/2021 concernant le remplacement des 4 RIA. La commande des 4 RIA à remplacer n'a pas été signée car ces travaux sont inclus dans un dossier de demande d'investissements plus global. L'exploitant a déclaré que les travaux seront réalisés en août 2021. → D2 = L'exploitant justifiera à l'inspection le remplacement des 4 RIA hors service, identifiés dans le rapport de vérification de la société France Protection Incendie daté du 22/03/2021. <u>Réponse de l'exploitant par courrier du 22/11/2021 :</u> L'organisme de contrôle a identifié 4 RIA « HS » : 3 d'entre eux nécessitent un réglage et un graissage, et le dernier nécessite le remplacement de la vanne. Ces interventions seront réalisées en S52 car elles nécessitent une coupure en eau du site. <u>Constat du 12/09/2022 :</u> L'inspection a consulté le rapport relatif à la vérification des RIA réalisée en mars 2022. Il reste à traiter les observations pour les 3 RIA suivants : - bâtiment 93F : résultats des mesures : pression statique = 8 bar ; pression en fonctionnement = 4 bar. Observation = vanne à changer. L'exploitant précise qu'il n'est pas nécessaire de remplacer la vanne, mais qu'un remplacement de joint suffit pour stopper la petite fuite d'eau. - bâtiments 50F et 51F : résultats des mesures : pression statique = 7 bar ; pression en fonctionnement = 4,5 bar. Observation = tambour à changer. L'exploitant précise qu'il n'est pas nécessaire de remplacer le tambour, mais qu'un remplacement du roulement du tambour et un graissage suffisent pour permettre au tambour de tourner plus facilement et sans grincer. L'exploitant précise que les RIA sont toutefois fonctionnels et que les réparations seront réalisées d'ici 2 mois. L'exploitant explique que les réparations ont tardé car il n'était pas d'accord avec la société de contrôle qui demande le remplacement complet des RIA alors que des petites réparations (moins coûteuses) sont possibles. <u>Réponse exploitant du 21/12/2022 (reçue le 15/02/2023) :</u> Les travaux sont prévus durant la semaine de fermeture du site (semaine 52).

<p><u>Réponse exploitant du 24/05/2023 :</u></p> <p>Les RIA ont fait l'objet d'action de maintenance :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 50F : RIA bloqué : démontage du RIA pour graissage des pièces en mouvement. - 51F-93F : fuite sur axe : goutte à goutte sur l'axe Vanne. Resserrage des équipements. <p>En annexe le rapport 2023 du contrôle des RIA qui ne montre aucune observation sur les RIA en question.</p> <p><u>Constat du 19/06/2023 :</u></p> <p>Le rapport relatif à la vérification des RIA du site effectuée par la société France Protection Incendie le 13/04/2023 conclut notamment à la conformité des 3 RIA des bâtiments 50F, 51F et 93F et à l'absence d'observations.</p> <p>Le constat est levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion de l'état des stocks des produits pyrotechniques : 109F et 110F

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/1995, article 3 – point XII (modifié par article 11 de l'AP du 17/10/2003)
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks de produits pyrotechniques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • date d'échéance qui a été retenue : voir ci-dessous
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 11 de l'AP du 17/10/2003 (modifiant le chapitre XII de l'article 3 de l'AP du 12/05/1995) : L'exploitant établit et tient à jour un état récapitulatif, présenté par bâtiment pyrotechnique, mentionnant les quantités et les divisions de risques des produits explosifs autorisés sur la base des EST. Pour les dépôts de produits explosifs, l'exploitant établit et tient à jour un état récapitulatif, présenté par dépôt, mentionnant les quantités et les divisions de risques des produits explosifs effectivement présents dans les locaux. Les documents sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées [...]</p> <p>Article 49 de l'AM du 04/10/2010 : état des matières stockées [...] L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...]</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p> <p>Article 50 de l'AM du 04/10/2010 : état des matières stockées - dispositions spécifiques [...] Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>- Les consignes de stockage affichées dans les magasins 109F et 110F autorisent respectivement une quantité maximale de stockage de 735 kg et de 980 kg de matière active, ou de 1958 kg de</p>

matière active dans le cas d'obus découplés, or l'étude de dangers et la situation administrative autorisée du site ne mentionnent qu'une quantité de maximale de 735 kg et de 980 kg.

L'exploitant a prévu d'apporter une modification sur ce point dans la mise à jour de l'étude de dangers.

- Concernant le magasin 109F, le POI (version du 16/12/2021, page 33) mentionne une quantité maximale de matière active de 785 kg au lieu de 735 kg : ce point est à corriger.

L'exploitant a prévu d'apporter une modification sur ce point dans la mise à jour de du POI prévue pour septembre 2023.

Observations :

Visite d'inspection du 12/09/2022 :

Constats :

1) Les consignes de stockage affichées dans les magasins 109F et 110F autorisent respectivement une quantité maximale de stockage de 735 kg et de 980 kg de matière active, ou de 1958 kg de matière active dans le cas d'obus découplés, or l'étude de dangers et la situation administrative autorisée du site ne mentionnent qu'une quantité de maximale de 735 kg et de 980 kg.

2) L'état des stocks des magasins 109F et 110F n'est pas disponible à l'extérieur des magasins et n'est donc pas facilement accessible notamment en cas d'accident (l'exploitant comptabilise par défaut leur timbrage maximal lors de l'édition d'un état des stocks à distance).

3) Concernant le magasin 109F, le POI (version du 16/12/2021, page 33) mentionne une quantité maximale de matière active de 785 kg au lieu de 735 kg : ce point est à corriger.

4) L'état des stocks affiché dans le magasin 109F ne précise pas la division de risque pour le produit "munitions 30x150 OSPEI (SAPHEI)".

5) De plus, les emballages des munitions "30x150 OSPEI" en anomalie (mauvaise charge d'emploi) n'indiquent pas non plus la division de risque et la masse de matière active.

Observations :

L'inspection a contrôlé les magasins de stockage 109F et 110F, et fait les constats suivants :

- Magasin 109F :

Les consignes de stockage affichées dans le magasin autorisent une quantité maximale de stockage de 735 kg de matière active ou de 1958 kg de matière active dans le cas d'obus découplés : l'étude de dangers ainsi que la quantité totale de matière active autorisée sur le site par arrêté préfectoral pour la rubrique 4220 ne prennent en compte qu'une quantité de maximale de 735 kg.

L'état des stocks affiché dans le magasin mentionnait une quantité présente de 116,06 kg de matière active : la quantité maximale autorisée de 735 kg est donc respectée. Par contre, l'état des stocks ne précisait pas la division de risque pour le produit "munitions 30x150 OSPEI (SAPHEI)"

L'inspection a contrôlé le stocks physique et fait les constats suivants :

- l'état des stocks affiché correspond bien au stock physique.

- les emballages indiquent la division de risque des produits stockés sauf pour les munitions "30x150 OSPEI" en anomalie (mauvaise charge d'emploi).

- Magasin 110F :

Les consignes de stockage affichées dans le magasin autorisent une quantité maximale de stockage de 980 kg de matière active ou de 1958 kg de matière active dans le cas d'obus découplés : l'étude de dangers ainsi que la quantité totale de matière active autorisée sur le site par arrêté préfectoral pour la rubrique 4220 ne prennent en compte qu'une quantité de maximale de 980 kg.

L'état des stocks affiché dans le magasin mentionnait une quantité présente de 127,4 kg de matière active : la quantité maximale autorisée de 980 kg est donc respectée.

L'inspection a contrôlé le stock physique et fait les constats suivants :

- l'état des stocks affiché correspond bien au stock physique.
- les emballages indiquent la division de risque des produits stockés.

Réponse exploitant du 21/12/2022 (reçue le 15/02/2023) :

Les bâtiments 109 et 110F sont des magasins d'atelier dont les masses fluctuent plusieurs fois dans une journée en fonction de la production en cours. L'état de stocks pris en compte à l'extérieur des magasins est celui du timbrage maximal de ces magasins. En cas d'accident c'est celui-ci qui est pris en compte car majorant vis-à-vis des risques et un affinement est réalisé en fonction de la situation.

La masse du bâtiment 109F sera modifiée lors de la prochaine mise à jour du POI.

L'état des stocks a été modifié pour prendre en compte les divisions de risques des produits de moyen calibre (cf : annexe).

Les étiquettes des emballages des produits ont été modifiées.

Analyse et demande de compléments du 16/02/2023 :

- 1) L'exploitant n'a pas transmis d'élément de réponse au premier alinéa du constat.
- 2) L'inspection prend note que l'état des stocks pris en compte par défaut pour les bâtiments 109F et 110F correspond au timbrage maximal autorisé pour ces bâtiments ; il doit pouvoir être rapidement édité en cas de besoin. Cet alinéa du constat est levé.
- 3) L'inspection prend note de l'action prévue pour modifier la masse de matière active maximale autorisée dans le bâtiment 109F lors de la prochaine mise à jour du POI. Dans l'attente de la mise à jour du POI, cet alinéa du constat est maintenu.
- 4) La liste modifiée des produits autorisés au stockage dans les bâtiments 109F et 110F, transmise par l'exploitant, précise dorénavant que le produit « munitions 30x150 OSPEI » relève de la division de risque 1.1D pour les projectiles et 1.2C pour les cartouches. Lors de la visite du bâtiment 109F, l'inspection avait constaté que la division de risque mentionnée sur la caisse de munitions 30x150 OSPEI était la DR1.1E : l'exploitant expliquera la différence de groupe de compatibilité entre l'état des stocks (1.1D) et l'emballage (1.1E).
- 5) L'inspection prend note de l'action réalisée pour modifier les étiquettes des emballages. Ce point pourra faire l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine visite d'inspection.
→ Le constat est partiellement levé. Les alinéas 1) et 3) du constat sont maintenus, et une précision concernant la réponse au constat 4) est attendue.

Réponse exploitant du 24/05/2023 :

- 1) La modification sera apportée lors de la mise à jour de l'étude de dangers [...]
- 2) Soldé.
- 3) La mise à jour du POI a prise en compte les modifications pour les bâtiments 109F et 110F (ci-après les extraits du POI). La mise à jour sera effective en septembre 2023.
- 4) Les cartouches 30x150 sont identifiées avec une division de risque 1.2E. La liste a été modifiée en conséquence (annexe). En ce qui concerne l'étiquetage sur la caisse, il s'agit d'une erreur qui a été modifiée.
- 5) Soldé.

Constat du 19/06/2023 :

- 1) Constats maintenus jusqu'à ce que la modification soit apportée dans la mise à jour de l'étude de dangers.
- 2) Soldé.
- 3) Constat maintenu jusqu'à ce que la modification soit apportée dans la mise à jour du POI prévue en septembre 2023.
- 4) Soldé.

5) Soldé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Sécheresse et restrictions des usages de l'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/07/2007, article 3
Thème(s) : Autre, Mesures liées au déclenchement du plan d'alerte
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/09/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • date d'échéance qui a été retenue : voir ci-dessous
Prescription contrôlée : Article 3 de l'AP du 05/07/2007 : Dès la publication de l'arrêté préfectoral constatant le franchissement du seuil d'alerte 1 correspondant au débit seuil d'alerte pour le bassin hydrographique dans lequel l'établissement industriel est implanté, l'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - information du service unique chargé de la police de l'eau et de la pêche (Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture) et de l'Inspection des Installations Classées des besoins réels et prioritaires et des ressources alternatives éventuelles de l'établissement pour une période d'un mois, - cette information est renouvelée tous les mois pendant la durée de l'alerte, - tenue d'un registre de suivi des installations de prélèvement d'eau pendant la durée de l'alerte. Ce registre indique les index hebdomadaires des compteurs. Il est tenu à la disposition de l'inspection des Installations Classées sur le site d'exploitation. <p>En outre, le remplissage des piscines (hors piscines en construction), des bassins d'agrément, des plans d'eau et étangs est interdit pendant la durée de l'alerte.</p> <p>Point IX de l'article 3 de l'AP du 12/05/1995 : [...] Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur, Ce dispositif devra être relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé.[...]</p>
Constats : Pas d'écart constaté. (le constat formulé suite à la visite d'inspection du 12/09/2022 est levé).
Observations : <u>Visite d'inspection du 12/09/2022 :</u> Constat : L'inspection demande à l'exploitant d'expliquer la différence de volume d'eaux souterraines prélevées entre 2021 et 2022, et de détailler les principaux postes de consommation d'eau du site (utilisations et volumes moyens consommés, pour l'eau potable et l'eau souterraine) Observations : Le site de la Chapelle Saint-Ursin se situe dans les bassins versants du Cher et l'Yèvre à l'aval de Bourges. Le jour de la visite d'inspection, les niveaux d'alerte définis dans l'arrêté préfectoral n°DDT-2022-297 du 26 août 2022 constatant le franchissement du seuil d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sur certains cours d'eau et appliquant une limitation provisoire de certains usages de

l'eau dans le département du Cher, sont :

- Yèvre à l'aval de Bourges : situation d'alerte
- Cher : situation de crise

L'origine de l'eau sur le site est la suivante :

- alimentation en eau potable : pour les bureaux
- forage : pour les installations en zone pyrotechnique (sanitaires...), la chaufferie (vapeur pour le chauffage des locaux, vapeur pour la chauffe de l'explosif dans le bâtiment 101F), eaux industrielles de l'activité de traitement de surface (en circuit fermé), le remplissage des réserves d'eau incendie.

Concernant le forage, l'exploitant tient à jour un relevé hebdomadaire de la consommation en eau.

Par sondage, l'inspection a vérifié le respect de la périodicité hebdomadaire pour le relevé : les derniers relevés du compteur d'août ont été réalisés le 23/08/22 (68 803 m³) et le 30/08/22 (69 702 m³). A noter une consommation de 1882 m³ d'eau, plus importante que d'ordinaire, pendant l'arrêt en août dû à des travaux sur le réseau incendie (soit une consommation moyenne journalière en août d'environ 61 m³/j).

La consommation en juin et juillet 2022 a été respectivement de 1282 m³ et 1104 m³, soit une consommation moyenne journalière sur ces 2 mois d'environ 39 m³/j.

L'inspection a consulté la dernière déclaration GERE : elle indique une consommation d'eaux souterraines en 2021 de 39 898 m³ soit une consommation moyenne de 3324 m³ par mois. Cette consommation moyenne est globalement 3 fois supérieure à celle des mois de juin et juillet 2022.

La différence de volume d'eaux souterraines prélevées entre 2021 et 2022 mérite d'être expliquée.

Réponse exploitant du 21/12/2022 (reçue le 15/02/2023) :

La différence de volume d'eaux souterraines prélevées est due à l'incendie de la douillerie (11 juin 2021) : sur le mois de juin 2021, 3 000 m³ ont été prélevés notamment pour éteindre l'incendie, effectuer les premiers nettoyages et re remplir nos baches incendie ; au mois de juillet, plus de 5 000 m³ ont été prélevées pour également effectuer le nettoyage du bâtiment après l'incendie et re remplir nos baches incendie. Pour le reste de l'année, nous sommes restés sur des consommations classiques. Réponse exploitant du 24/05/2023 : Les principaux postes de consommation d'eau du site sont les suivants (valeurs sur les 2 dernières années 2021 et 2022) :

- eau potable : sanitaires, machine à café, bonbonnes sur réseau, restaurant d'entreprise et infirmerie. Le volume moyen mensuel varie entre 120 m³ et 200 m³. Le volume annuel 2021 est de 1865 m³ et le volume annuel 2022 est 1844 m³.
- eau souterraine : sanitaires, process, chaufferie, incendie. Le volume moyen mensuel varie entre 1330 m³ et 3300 m³ (hors pics liés à l'incendie de la douillerie 5000 m³ en juin et 7900 m³ en juillet). Le volume annuel 2021 est de 39 900 m³ et le volume annuel 2022 est 28 300 m³.

Constat le 19/06/2023 :

L'exploitant a répondu à la totalité du constat. Le constat est donc levé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : SGS - Conception et gestion des modifications

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 - point 4
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des modifications
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre pour les modifications apportées aux installations et aux procédés et pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés.
Constats : Pas d'écart constaté. L'inspection émet la remarque suivante : l'article R.512-33 du code de l'environnement étant abrogé, la référence dans l'instruction relative à la gestion des modifications mérite d'être actualisée en tenant compte de l'article R.181-46 du code de l'environnement.
Observations : Le Système de Gestion de la Sécurité "SGS" du site en vigueur (daté du 18 août 2020) définit les règles à respecter pour la conception et gestion des modifications sur le site, selon 3 cas : 1) installations nouvelles, modification des installations existantes, vision court terme 2) installations nouvelles, vision à moyen et long terme 3) nouveaux procédés, modifications de procédés Le SGS prévoit que le service Prévention des Risques est informé de tous les projets cités ci-avant. L'instruction « Gestion des modifications des installations et procédés » référencée GM-MO-12-04-IN01 C du 02/01/2017 définit plus précisément la marche à suivre lors de la création, de la modification d'installations et de procédés. L'inspection a fait les constats suivants : - l'instruction précise les différents cas de modifications, et définit ce qu'est une modification substantielle en se référant à l'article R.512-33 du code de l'environnement. Il est à noter que cet article est abrogé depuis 2017, et il doit désormais être fait référence à l'article R.181-46. - elle définit dans quels cas l'inspection des installations classées et le Préfet doivent être informés, et dans quels cas l'étude de dangers doit être mise à jour. Interrogé sur les demandes de précisions suivantes, l'exploitant a apporté les éléments de réponse ci-dessous : • Qui est chargé de vérifier que les modifications réalisées sont conformes à ce qui était initialement prévu ? Existence d'un PV de récolement de travaux ou d'une réception des travaux ? --> Un cahier des charges, établi avec l'aide du service Prévention des Risques (PR), définit les mesures à mettre en œuvre. Le Service PR vérifie ensuite le cahier des charges. A la fin des travaux, un PV de réception des travaux est signé par le service Maintenance. Le service Prévention des Risques effectue ensuite une vérification complète des installations concernées avant leur mise en service, portant en particulier sur les points suivants : formation, contrôles réglementaires, MMR, EST, rétentions, ... • Comment est réalisée l'information et/ou la formation du personnel suite aux modifications effectuées ? --> Pour tout nouveau process ou modification de process, une formation des opérateurs est réalisée au poste de travail. Ce point est vérifié avant la mise en service de l'installation concernée.

<ul style="list-style-type: none"> • Comment sont pris en compte les contrôles périodiques nécessaires et l'évolution des contrats de maintenance existants en cas de modification ou d'ajout d'une installation ? <p>--> La gestion des nouveaux contrôles réglementaires est assurée par le service Maintenance, qui assure notamment une veille réglementaire sur ce sujet. Les contrôles réglementaires sont ensuite vérifiés par le service Prévention des Risques.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Dispositions constructives : bâtiment 57F

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/1995, article 3 - points I et XII
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité au dossier ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Point I de l'article 3 de l'AP du 15/05/1995 :</p> <p>Les installations seront conçues et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier sous réserve qu'ils ne soient pas contraires aux dispositions du présent arrêté [...]</p> <p>Article 11 de l'AP du 17/10/2003 (modifiant le chapitre XII de l'article 3 de l'AP du 12/05/1995) :</p> <p>[...] Chaque installation pyrotechnique est conçue, réalisée, aménagée et exploitée conformément aux dispositions :</p> <p>- à l'étude des dangers globale du site, [...]</p> <p>EDD du 01/12/2019 (indice B) – paragraphes 8.1.2 et 8.2.1 (page 95) :</p> <p>[...] Des merlons et des murs forts permettent de limiter le risque de projection et de propagation des effets d'une explosion d'un bâtiment à l'autre.</p> <p>[...] Les magasins, ateliers et stockage pyrotechniques sont entourés de merlons ou de murs forts, destinés à contenir les effets d'un accident pyrotechnique.[...]</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations :</p> <p>Lors de la visite du bâtiment 57F et de ses abords, l'inspection a fait les constats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la hauteur maximale de gerbage tracée sur les murs intérieurs du bâtiment était d'environ 1 mètre. Les palettes présentes étaient posées au sol sur un seul niveau et respectaient donc la hauteur de gerbage autorisée. - une grille métallique pare-éclats est présente sous le toit du bâtiment. - le bâtiment est entouré de merlons de terre dont la hauteur est au moins égale à celle des parois du bâtiment.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Autre du 01/12/2019, article 8.1.1 et 8.1.2 (pages 94 et 95)
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté des locaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : EDD du 01/12/2019 (indice B) – paragraphe 8.1.1 (page 94) : [...] Le nettoyage régulier des locaux est assuré, ainsi que le ramassage périodique des déchets. [...] EDD du 01/12/2019 (indice B) – paragraphe 8.1.2 (page 95) : [...] Les abords des bâtiments (pyrotechniques) sont entretenus pour éviter la propagation d'un incendie. [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'inspection a constaté que : <ul style="list-style-type: none">- l'intérieur du bâtiment était propre.- les abords immédiats du bâtiment 57F étaient propres et entretenus (absence de déchets et de broussailles, voies de circulation libres).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Désherbage-débroussaillage : bâtiment 57F

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/1995, article 3 – point XII (modifié par article 11 de l'AP du 17/10/2003)
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien aires extérieures et abords immédiats des locaux pyrotechniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 11 de l'AP du 17/10/2003 (modifiant le chapitre XII de l'article 3 de l'AP du 12/05/1995) : Du fait des risques d'incendie, les abords immédiats des locaux pyrotechniques et de la zone de destruction des déchets doivent être désherbés et débroussaillés. Les produits utilisés pour le désherbage et le débroussaillage doivent être de nature telle qu'ils ne puissent provoquer des réactions dangereuses avec les matières utilisées dans l'enceinte pyrotechnique. Les merlons de terre sont correctement et régulièrement entretenus. Ils sont débarrassés des herbes sèches et débroussaillés. EDD du 01/12/2019 (indice B) – paragraphes 8.1.2 et 8.1.3 (page 95) : [...] Les abords des bâtiments (pyrotechniques) sont entretenus pour éviter la propagation d'un incendie. [...] Les abords des bâtiments sont entretenus annuellement [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'inspection a constaté que les abords immédiats du bâtiment 57F ainsi que les merlons l'entourant ne comportait pas de broussailles, seule de l'herbe verte était présente. L'exploitant a précisé que la tonte de l'herbe dans la zone du Tonkin, dont celles des merlons, était réalisée 3 fois par an : une tonte déjà réalisée en 2023, une seconde en cours de réalisation (l'inspection a pu le constater dans une autre zone du site), la troisième en fin d'année, avec une adaptation en fonction des besoins selon les années.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/1995, article 3 - point XII (modifié par article 11 de l'AP du 17/10/2003)
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks de produits pyrotechniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 11 de l'AP du 17/10/2003 (modifiant le chapitre XII de l'article 3 de l'AP du 12/05/1995) : L'exploitant établit et tient à jour un état récapitulatif, présenté par bâtiment pyrotechnique, mentionnant les quantités et les divisions de risques des produits explosifs autorisés sur la base des EST. Pour les dépôts de produits explosifs, l'exploitant établit et tient à jour un état récapitulatif, présenté par dépôt, mentionnant les quantités et les divisions de risques des produits explosifs effectivement présents dans les locaux. Les documents sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées [...]</p>
<p>Constats : La quantité de produits de DR1.2 autorisée dans le bâtiment 57F est supérieure à la valeur prise en compte dans l'étude de dangers. L'exploitant vérifiera si cette consigne a un impact sur le calcul des zones d'effets dans l'étude de dangers.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant vérifiera l'unité des quantités de produits des divisions de risques DR1.1 et DR1.2 prise en compte dans l'étude de dangers pour ce bâtiment.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'inspection a visité le bâtiment de stockage 57F et fait les constats ci-après.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état informatique des produits entreposés dans le bâtiment de stockage. Le tableau de suivi précise pour chaque produit les données suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • code article • désignation du produit • n° lot • n°série • quantité (en nombre d'unités dans le bâtiment inspecté) • division de risque et groupe de compatibilité • code ONU • quantité de matière active nette totale pour chaque lot <p>L'état des stocks informatique est mis à jour après chaque mouvement en temps réel et il est édité à chaque changement d'équipe soit au moins 3 fois par jour.</p> <p>L'inspection a contrôlé par échantillonnage la cohérence entre les informations présentes dans l'état des stocks informatique et les produits physiquement présents dans le bâtiment 57F. Les constats sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'état des stocks informatique correspond bien au stock physique. - les emballages indiquent notamment la division de risque et le n° de lot des produits stockés. - la quantité totale de produits explosifs présente dans le bâtiment respecte le timbrage total maximal autorisé par la consigne. <p>Des informations complémentaires sont formulées en annexe confidentielle.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Gestion de l'état des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 et 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 49 : État des matières stockées. Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires. Article 50 : État des matières stockées-dispositions spécifiques. Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

L'état des stocks des substances, produits, matières ou déchets (y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées), présents au sein de chaque zone d'activité ou de stockage du site n'est pas complet :

- pour les matières dangereuses, il manque notamment des mentions de dangers, des classements sous des rubriques ICPE 4XXX (ou absence de classement ICPE).
- pour les matières non dangereuses, il ne figure pas les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie.

L'exploitant ne dispose pas d'un état des matières stockées un état sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Observations :

Par sondage, l'inspection a consulté l'état des stocks des produits présents au sein d'un bâtiment non pyrotechnique de stockage de liquides inflammables et produits chimiques (dont produits neufs et déchets). Il comporte notamment les données suivantes :

- emplacement
- code article + désignation du produit
- quantité en stock- rubrique ICPE
- mention de dangerLa précision des mentions de dangers et de la rubrique ICPE (ou absence de classement dans une rubrique ICPE) n'est pas précisée pour la totalité des produits stockés dans ce bâtiment.

L'exploitant précise que la complétude des données réglementaires dans l'état des matières stockées dans les bâtiments de stockage du site est en cours, et qu'il n'a pas élaboré à ce jour un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Concernant l'état des stocks des produits chimiques présents dans les ateliers, l'exploitant a choisi une méthodologie consistant à effectuer des inventaires réguliers des matières et quantités présents afin de définir une quantité maximale qui sera reprise dans un état des stocks "max" et qui servira de référence en cas d'accident.

D'ailleurs, l'exploitant travaille actuellement à l'élaboration de "fiches bâtiment" pour le POI qui

présenteront pour chaque bâtiment du site : les risques spécifiques (amiante, ATEX, gaz sous pression, matières incompatibles avec l'eau, matières combustibles non dangereuses, ...), un plan, les moyens de protection, la quantité maximale de produits susceptible d'être présente...Des informations complémentaires sont présentées en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Protection contre la foudre (vérification périodique) : bâtiment 57F

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...]</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. [...]</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : L'inspection a constaté sur site la présence d'un paratonnerre au niveau des bâtiments 56F et 57F. Le compteur d'impact affichait la valeur 0.</p> <p>La dernière vérification périodique annuelle des installations de protection contre la foudre du site a été effectuée par BUREAU VERITAS du 11 au 20 juillet 2022 ; il s'agissait d'une vérification complète. Le rapport concernant les dispositifs de protection contre la foudre des bâtiments 56F et 57F conclut que leur état est satisfaisant et mentionne que le compteur d'impact foudre du paratonnerre indiquait la valeur 0.</p> <p>L'enregistrement des coups de foudre sur le site est suivi des 2 façons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un relevé trimestriel des compteurs d'impacts des paratonnerres du site est réalisé par l'exploitant ; le registre correspondant mentionne que le dernier relevé a été réalisé le 01/06/23 et que le compteur du paratonnerre des bâtiments 56F-57F affichait la valeur 0. - l'exploitant a un abonnement au service Météorage qui l'alerte en cas de risque d'orage dans un rayon de 20 km au tour du site et lui localise sur un plan tout impact foudre recensé sur le site (dans un rayon de 2km autour du centre du site). <p>En cas d'alerte, toutes les activités pyrotechniques du site sont arrêtés jusqu'à la levée de l'alerte.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Installations électriques : bâtiment 57F

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/1995, article 3 - point V
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'installation électrique ainsi que les mises à la terre seront entretenues en bon état, et seront contrôlées annuellement par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : La dernière vérification annuelle des installations électriques des bâtiments du Tonkin (incluant le bâtiment 57F) a été réalisée par BUREAU VERITAS le 07/09/2022. Le rapport Q18 correspondant conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner de risque d'incendie et/ou d'explosion.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Moyens incendie (ressources disponibles) : bâtiment 57F

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/1995, article 3 - point VI
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et en mousse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement disposera d'un réseau d'eau d'incendie qui devra pouvoir être mis sous pression et alimenté même en cas de coupure de courant électrique fourni par E.D.F. Ce réseau comportera des robinets d'incendie munis de raccord normalisés. Ces matériels seront judicieusement répartis dans l'établissement en accord avec le service départemental d'incendie et de secours [...] EDD du 01/12/2019 (indice B) – paragraphes 8.2.2 (pages 95-96) : Le centre de La Chapelle dispose des moyens suivants : ➤ Environ 20 poteaux incendie répartis sur l'établissement de façon à ce que tous les poteaux soient à moins de 200 m les uns des autres, [...] ➤ une station de pompage chargée de maintenir le réseau incendie sous pression (7 à 5 bars) ainsi que d'assurer un débit de 300 m ³ /h. [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les 2 poteaux incendie les plus proches du bâtiments 57F sont les poteaux n°8 et 13. L'inspection a constaté sur site : - la présence du poteau incendie n°8 conformément aux données du Plan d'Opération Interne en vigueur (daté de décembre 2021). - la présence d'un extincteur accroché au mur du bâtiment 57F.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Moyens incendie (vérification périodique) : bâtiment 57F

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/1995, article 3 - point VI
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des moyens incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Le matériel d'incendie devra être maintenu en bon état et vérifié périodiquement. Une consigne précisera la nature et la périodicité de ces contrôles. [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : La dernière vérification périodique des poteaux incendie du site a été effectuée le 20/04/2023 par la société FPI. Aucune observation n'a été relevée concernant les poteaux incendie n°8 et 13. Les résultats des mesures pour ces poteaux sont les suivants : PI n°8 : <ul style="list-style-type: none">- pression statique = 7,5 bars- pressions dynamique = 7 bars- débit à 1 bar = 3970 l/min (soit 238 m³/h)- débit max = 4700 l/min (soit 282 m³/h) PI n°13 : <ul style="list-style-type: none">- pression statique = 8 bars- pressions dynamique = 7 bars- débit à 1 bar = 3770 l/min (soit 226 m³/h)- débit max = 4450 l/min (soit 267 m³/h) D'après la vignette de contrôle apposée sur l'extincteur du bâtiment 57F, la dernière vérification périodique annuelle a été réalisée en aout 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Vérification de la hauteur des merlons

Référence réglementaire : Autre du 01/12/2019, article 8.3.2.2 (pages 98 et 101)
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification de la hauteur des merlons
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : EDD du 01/12/2019 (indice B) – paragraphe 8.3.2.2 (pages 98 et 101) :</p> <p>MMR n°1 : Mesures de protection prises en compte dans EST pour faire l'évaluation des zones d'effets</p> <p>Certaines mesures de protection prises en compte dans les EST permettent de faire des abattements de zones d'effet afin de maîtriser et de réduire les risques.</p> <p>Ces abattements peuvent être dus par exemple à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des merlons - Des murs résistants - Des cloisons pare-éclats - Des guichets <p>L'ensemble de ces mesures de protection sont définis dans les EST avec les données constructives importantes (exemples : hauteurs merlons, épaisseurs murs ...) pour prendre en compte ces mesures de protection dans l'évaluation des zones d'effets.</p> <p>[...] Le contrôle des MMR est alors constitué par la formalisation d'opérations de contrôles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mesures de protection prises en compte dans EST pour faire l'évaluation des zones d'effets → Contrôle des merlons et/ou des murs forts (présence, hauteur, épaisseur,...) justifiant des réductions de zones [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : Les merlons de terre pris en compte dans certaines EST (études de sécurité au travail) pour l'évaluation des zones d'effets sont identifiés comme étant des mesures de maîtrise des risques (MMR) par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant a précisé que les merlons ont tous fait l'objet de relevés d'altimétrie de 2019 à 2022 et a présenté un plan précisant ces données.</p> <p>Une instruction définit que les MMR font l'objet d'une vérification selon une périodicité annuelle dans le cadre de la vérification de la conformité aux données de l'EST des installations pyrotechniques en activité.</p> <p>Ces contrôles périodiques sont effectués par un représentant du service Prévention des Risques. Le résultat des contrôles effectués est consigné dans une "fiche de vérification des mesures de maîtrise des risques".</p> <p>Concernant le contrôle de merlons, la fiche prévoit la vérification des points suivants : leur présence, leur hauteur, leur épaisseur et leur état général.</p> <p>Aucun merlon n'étant défini comme MMR pour le bâtiment 57F, l'inspection a vérifié par sondage le suivi des merlons réalisé pour le bâtiment 3I. La dernière vérification des merlons autour du bâtiment 3I a été réalisée le 07/04/2023 ; le rapport associé n'a pas relevé d'anomalie.</p> <p>Des informations complémentaires sont présentées en annexe confidentielle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet